

**HISTOIRE**  
**DE LA**  
**CONVENTION**  
**NATIONALE**

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET  
RUE DE VARGIBARD, 9

HISTOIRE  
DE LA  
**CONVENTION**  
**NATIONALE**

PAR

**M. DE BARANTE**

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Jusque datum sceleri.  
LUCAIN.—  
TOME DEUXIÈME

PARIS

LANGLOIS ET LECLERCQ

81, RUE DE LA HARPE

FURNE ET C<sup>ie</sup>

45, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

—  
1851

HISTOIRE  
DE LA  
**CONVENTION**  
NATIONALE.

---

LIVRE IV:

LE PROCÈS DU ROI: — LE 21 JANVIER.

Pendant les derniers jours de l'Assemblée législative, avant qu'elle eût fait place à la Convention nationale, le désordre toujours croissant, l'abolition de toute loi, l'absence de toute autorité régulière avaient jeté l'effroi parmi les Girondins. Avertis par la nécessité de leur défense personnelle, ils avaient été conduits à prendre fait et cause pour l'humanité et pour la préservation de la société. Vergniaud avait attaqué avec énergie les hommes de la commune et du 2 septembre. Une adresse aux Français, adoptée dans

l'avant-dernière séance, avait signalé les perfides agitateurs qui provoquaient les fureurs populaires contre des représentants de la nation; elle dénonçait un système de désordre et d'assassinat qui souillait la révolution française et détruisait l'ordre social.

Les deux partis révolutionnaires se retrouvaient en présence dans la Convention. Leur querelle devait être vidée. A qui resterait la domination? — C'était une question préalable à tout établissement d'un gouvernement régulier, à toute constitution.

Il y avait rivalité incompatible entre les hommes; elle se traduisit en une différence antipathique entre les projets et les principes. Beaucoup de républicains sincères arrivaient de leur province dans l'espoir d'assurer la liberté et l'ordre public. Ils croyaient avoir à s'occuper de la défense du territoire et à terminer la Révolution; ils se flattaient de fonder un gouvernement dont le nom plaisait au vulgaire de la démocratie. Ils s'affligeaient donc et surtout s'effrayaient d'avoir, au lieu de pourvoir aux intérêts du pays, à se prononcer entre deux partis mortellement ennemis.

« Vous vous trompez beaucoup, leur disait Robespierre, si vous croyez la Révolution finie. » Et il ajoutait que se ranger avec le parti qui avait le plus d'énergie et de force contre les ennemis de la liberté, était la détermination la plus sûre.

La première discussion s'engagea sur le renouvellement des autorités administratives. La municipalité d'Orléans avait été destituée par un rassemblement séditieux; elle n'avait pas voulu se soumettre à une illégale violence. Enfermée à l'hôtel de ville, elle avait tenté de résister. « Il faut faire justice au peuple